

La Turquie d'Erdoğan : de compétiteur stratégique à partenaire incontournable de l'Europe de la défense

Nicolas Monceau | 21 janvier 2026 | ARTICLES | 



À l'occasion de la visite du Premier ministre britannique Keir Starmer à Ankara le 27 octobre 2025, la signature d'un accord de vente d'avions de combat Eurofighter à la Turquie par le Royaume-Uni a remis à l'ordre du jour les débats sur la place et le rôle de la Turquie dans la défense et la sécurité européennes. Comment interpréter ce rapprochement entre le Royaume-Uni et la Turquie dans le domaine de la coopération militaire ? Quels sont les enjeux posés par ce rapprochement et quelles perspectives trace-t-il dans le contexte européen ? Plus largement, quel rôle peut jouer la Turquie dans l'Europe de la défense en construction ? Le conflit en Ukraine et les inquiétudes en Europe face au désengagement potentiel des États-Unis de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ont entraîné un changement de perception et de posture de certains pays européens à l'égard de la Turquie. Considérée par l'OTAN comme [un allié difficile](#), voire un « [problème](#) » au cours des dernières années, et [par la France comme un compétiteur stratégique](#) émergent, la Turquie – qui tente par ailleurs d'intégrer le [pacte de défense entre l'Arabie saoudite et le Pakistan](#) – apparaît néanmoins comme un partenaire, sinon un interlocuteur, incontournable de l'Europe sur les enjeux de défense européenne. Cette réalité se dessine en dépit d'un contexte politique intérieur de plus en plus répressif.

Un autoritarisme politique de plus en plus répressif

Depuis les élections présidentielles et législatives organisées au mois de mai 2023, la [situation politique en Turquie s'est profondément dégradée](#). L'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoğlu, le 19 mars 2025, suivie de son incarcération, a provoqué une vague de manifestations sans précédent dans le pays depuis le mouvement de Gezi en 2013. Mouvement social spontané lié à la défense d'un parc au centre d'Istanbul qui devait être détruit pour bâtir une caserne et un centre commercial, ce mouvement s'est étendu pour déboucher sur une contestation généralisée de la politique gouvernementale du Parti de la justice et du développement (AKP), aux mains d'Erdoğan. En 2025, l'interdiction des rassemblements, les arrestations par milliers de

manifestants qui protestaient contre [l'arrestation du principal adversaire politique du président turc](#), ainsi que les interpellations de journalistes, ouvraient alors une [nouvelle ère autoritaire pour le pays](#).

Candidat du Parti républicain du peuple (CHP, le principal parti d'opposition) à la prochaine élection présidentielle de 2028, le maire d'Istanbul a alors dénoncé [un « coup d'État »](#). Il est poursuivi officiellement pour 142 infractions, parmi lesquelles « corruption » et direction d'une « organisation criminelle », selon l'acte d'accusation publié par le parquet d'Istanbul le 11 novembre 2025. Il encourt ainsi jusqu'à [2 340 années de détention](#).

Depuis l'incarcération d'Ekrem Imamoğlu, les arrestations et les procès se sont multipliés au sein de l'opposition, en particulier des cadres et militants du CHP. Le 1^{er} juillet 2025, [plus de 120 membres de la municipalité d'Izmir](#), bastion du CHP dans l'Ouest de la Turquie, étaient arrêtés par la police pour « corruption » dans une opération dénoncée par le parti d'opposition comme similaire à celle menée contre la mairie d'Istanbul. En octobre 2025, [18 maires du CHP étaient alors incarcérés](#), ainsi que plusieurs centaines d'élus, de conseillers municipaux et de collaborateurs du parti. La répression croissante du régime a accentué l'éloignement de la Turquie des institutions européennes – Commission, Conseil de l'Europe – ou de certains États membres de l'Union européenne (UE), comme la France, dont les réactions ont dénoncé les « [atteintes graves à la démocratie](#) » et appelé au respect de l'État de droit.

Une dégradation des relations avec l'OTAN et les alliés occidentaux

Les relations de la Turquie [avec ses partenaires occidentaux](#) au sein de l'OTAN, en particulier avec les États-Unis, s'étaient profondément dégradées à la suite de la décision turque d'acheter des systèmes de défense anti-missiles S-400 à la Russie en 2017. Cette décision avait provoqué une crise majeure entre la Turquie et ses alliés occidentaux au sein de l'OTAN, conduisant les États-Unis à [exclure la Turquie du programme des F-35 en juillet 2019](#), puis à mettre en œuvre des [sanctions contre son allié turc à partir de décembre 2020](#).

D'autres choix turcs en matière de politique étrangère en [Syrie](#), en [Libye](#) et dans le [Caucase](#) au cours de dix dernières années avaient également suscité les inquiétudes des alliés de l'OTAN, qui ont été renforcées par plusieurs [crises et tensions en Méditerranée orientale](#), en particulier avec la [Grèce](#) et la [France](#). En octobre 2019, l'opération militaire turque au Nord de la Syrie contre les Kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD) et des Unités de protection du peuple (YPG), alliés de la coalition internationale dans la lutte contre Daech, entraînait une condamnation générale ainsi que la suspension des exportations de matériel militaire à la Turquie par plusieurs pays membres de l'OTAN, dont la France, l'Allemagne et le Canada. Durant la guerre civile en Libye de 2014 à 2020, plusieurs partenaires au sein de l'OTAN, en premier lieu la France, ont mis en cause le rôle de la Turquie dans le conflit libyen. La France a accusé la Turquie de fournir des armes au gouvernement d'union nationale de Tripoli, en violation de l'embargo des Nations unies et de miner les efforts de trêve. En juin 2020, le président Macron a dénoncé la Turquie pour avoir une « [responsabilité historique et criminelle](#) » dans le conflit libyen, alors que le pays « prétend être membre de l'OTAN ».

En juin 2020, un grave incident éclatait à 200 km des côtes libyennes entre une frégate française, en mission de l'OTAN, et des navires militaires turcs. Ces derniers se sont livrés à une illumination radar à trois reprises de la frégate française qui tentait d'inspecter un cargo turc suspecté de transporter des armes vers la Libye. [Suspendant sa participation à la mission de l'OTAN en Méditerranée](#), la France a dénoncé cette manœuvre jugée « extrêmement agressive », considérée comme un acte de guerre, et a qualifié l'affaire de « très grave » entre membres de l'OTAN. L'incident opposant la France et la Turquie relançait alors des interrogations récurrentes, déjà soulevées depuis plusieurs années, [sur le « problème turc » au sein de l'OTAN](#). Plusieurs États membres de l'OTAN mettaient alors en doute la loyauté de la Turquie comme alliée en l'accusant de ne pas respecter les règles et les valeurs de l'Alliance.

Durant l'été 2020, le lancement d'une nouvelle campagne d'exploration par la Turquie dans les eaux territoriales grecques, autour de l'île de Kastellórizo (Meis en turc), avec une forte présence de bâtiments militaires, a entraîné une crise diplomatique avec la Grèce suivie d'une escalade militaire entre les deux alliés de l'OTAN. Cette situation de tension extrême, qui pouvait dégénérer en affrontements directs, a provoqué l'intervention de l'UE, de la France et des États-Unis, qui ont dénoncé les actions « illégales » de la Turquie en Méditerranée orientale, ainsi que de l'OTAN. Face aux risques de militarisation de la région, l'organisation transatlantique a mis en place, en octobre 2020, des [mécanismes de « déconfliction » militaire](#) afin de prévenir tout risque d'incident ou d'accident en Méditerranée.

Enfin, dans le contexte de l'agression russe à grande échelle contre l'Ukraine depuis février 2022, [le blocage de l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN](#), retardée de plusieurs mois par les autorités turques, a suscité [l'incompréhension au sein de l'organisation transatlantique](#) en révélant la ligne de fracture entre la Turquie et ses alliés occidentaux. Lors du sommet de l'OTAN à Vilnius, en juillet 2023, le président Erdoğan déclarait que la Turquie ne s'opposerait plus à la ratification de l'adhésion

de la Suède. En janvier 2024, le Parlement turc ratifiait finalement l'adhésion de la Suède à l'OTAN après plus de 20 mois de tractations, durant lesquels la Turquie n'a cessé de formuler de nouvelles exigences. Parmi les conditions posées par la Turquie, des [demandes d'extradition de militants kurdes réfugiés sur le territoire suédois et accusés de « terrorisme » par Ankara](#), contraignant la Suède à réviser sa constitution pour durcir ses lois antiterroristes. En décembre 2023, le président turc avait ajouté l'approbation « simultanée » par le Congrès américain de la vente d'avions de chasse F-16 à la Turquie à la liste des conditions pour la ratification de l'adhésion de la Suède, sans être suivie par l'administration du président Biden.

Le retour de la Turquie dans la défense européenne

Malgré le contexte répressif croissant en Turquie dénoncé par les institutions européennes et les États membres de l'UE, ainsi que la dégradation de ses relations avec les alliés occidentaux au sein de l'OTAN, la Turquie est revenue au centre du jeu européen depuis le printemps 2025 pour s'imposer comme un partenaire incontournable de l'UE face à l'enjeu devenu central de la défense européenne.

Depuis le [discours controversé](#) contre l'Europe du vice-président américain James D. Vance à la Conférence sur la sécurité de Munich, le 14 février 2025, suivi de la [rencontre houleuse](#) entre les présidents Donald Trump et Volodymyr Zelensky à Washington, le 28 février, le débat a été relancé avec force en Europe sur l'urgence de construire l'autonomie stratégique dans le domaine de la défense face aux [risques de désengagement des États-Unis](#) (c'est d'ailleurs le [thème du colloque annuel du Rubicon](#), qui se tiendra le 22 janvier 2026 à l'Université Laval, ndlr). Rappelant régulièrement sa volonté de soutenir cette autonomie stratégique depuis des années, la France s'est positionnée comme un pays leader afin de mobiliser les Européens en vue de relancer l'Europe de la défense, entendue comme le renforcement des capacités de défense européennes dans différents cadres (coopérations bilatérales et « plurilatérales » entre États européens, UE, OTAN). Dès son discours de la Sorbonne en septembre 2017, le président Emmanuel Macron soulignait la nécessité de [renforcer la capacité d'action autonome de l'Europe](#), en complément de l'OTAN. Il évoquait alors les premières bases de l'Europe de la défense en formation, parmi lesquelles une coopération structurée permanente et un Fonds européen de défense. Premier fonds européen entièrement consacré à la défense, adopté par le Parlement européen en avril 2021, il est destiné à financer la recherche et le développement des 27 États membres et à soutenir la production de technologies et d'équipements communs, et il appelle les Européens à renforcer leur culture stratégique commune.

À l'initiative du président français, une dizaine de dirigeants de pays de l'UE et de l'OTAN se sont réunis le 17 février 2025 à Paris, trois jours après le discours de J. D. Vance à Munich, pour [évoquer les défis sécuritaires et stratégiques posés à l'Europe](#). Par la suite, le président français a joué un rôle important au sein de la Coalition des volontaires sur l'Ukraine, établie le même jour, en [accueillant plusieurs réunions](#) à Paris ou en les présidant. Créée à l'initiative de la France et du Royaume-Uni, la coalition rassemble une trentaine de pays soutenant Kyiv face à l'invasion russe, principalement européens.

À la suite du discours de J. D. Vance à Munich et de la rencontre Trump-Zelensky à Washington, la Turquie a été invitée à rejoindre plusieurs réunions. Le [ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a participé au sommet de Londres](#), le 2 mars 2025, en présence d'une vingtaine de dirigeants européens. Le 11 mars, le président Macron a réuni [37 chefs d'état-major à Paris](#), dont celui de la Turquie, afin de discuter des garanties de sécurité pour l'Ukraine.

Depuis mars 2025, la Turquie a ainsi participé, en y envoyant son vice-président Cevdet Yilmaz, aux cinq premières réunions des dirigeants de la Coalition des volontaires. Lors de la rencontre du 4 septembre 2025, 26 États ont affirmé leur volonté de déployer des moyens terrestres, navals ou aériens aux côtés de Kyiv pour assurer une sécurité durable. La Turquie s'est déclarée prête à assurer un [rôle important dans le volet maritime](#), qui prévoyait la surveillance de la navigation en mer Noire, dont l'accès par les détroits turcs a été fermé aux navires militaires – en particulier russes – au début du conflit en 2022, suite à la demande de l'Ukraine et en vertu de la convention de Montreux signée en 1936.

Dans ce nouveau contexte européen, et face aux risques de désengagement voire d'abandon du soutien des États-Unis à l'Ukraine, ainsi qu'aux incertitudes sur les garanties de sécurité étatsuniennes (y compris nucléaires) à l'Europe, la Turquie a rappelé avec insistance son importance sur le plan de la défense. En s'appuyant sur son statut de deuxième armée au sein de l'OTAN et sur sa position géopolitique stratégique à proximité de la mer Noire, dont elle contrôle les détroits, elle a revendiqué d'occuper une position plus importante, voire centrale, dans la nouvelle configuration sécuritaire européenne. Dans cette perspective, le président Erdoğan a souligné à plusieurs reprises au cours de l'année 2025 le [rôle jugé incontournable de la Turquie dans l'Europe de la défense](#), en mettant en avant le développement majeur de son industrie de défense (en particulier concernant la construction de drones Bayraktar, d'avions de chasse Kaan et de chars de combat Altay). Il est intervenu à plusieurs reprises pour établir un lien entre le renforcement des capacités de défense européennes et l'adhésion de la Turquie à l'UE, en rappelant que cette dernière représentait toujours un [objectif stratégique prioritaire pour la Turquie](#).

En novembre 2025, le chef de l'État turc déclarait que la Turquie allait « rapidement » faire avancer ses projets de défense nationale et approfondir sa [coopération « gagnant-gagnant » avec ses alliés européens](#) dans le cadre de la vision du « [Nouveau Siècle de la Turquie](#) » qu'il promet depuis le centenaire de la République de Turquie en 2023.

Une relance de la coopération militaire entre la Turquie et l'Europe

Depuis l'année 2025, en écho aux positions et déclarations des dirigeants turcs, une évolution significative a pu être observée concernant à la fois la question de la coopération militaire entre la Turquie et les pays européens, ainsi que les rapports de la Turquie avec l'OTAN. En fragilisant la position des pays européens, le changement de posture de l'administration Trump face au conflit en Ukraine, qui s'est exprimé de manière spectaculaire lors de la rencontre Trump-Zelensky de février 2025, a renforcé la valeur stratégique de la Turquie, deuxième puissance de l'OTAN au niveau des effectifs. Face aux risques d'un désengagement des États-Unis en Europe et à l'urgence des pays européens à se réarmer rapidement, le [secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a appelé en mars 2025 les leaders européens à engager un rapprochement avec la Turquie](#) sur les questions de coopération sécuritaire et de défense. Lors du sommet de l'OTAN à La Haye, en juin 2025, Mark Rutte a de nouveau souligné la nécessité d'une coopération plus étroite entre les pays européens et la Turquie dans le domaine de la défense européenne. Il a défendu que [la base industrielle de défense turque, qu'il jugeait très importante, soit aussi « étroitement liée que possible au Royaume-Uni, à la Norvège et à l'UE »](#) tout en appelant à ne « pas laisser de barrières se dresser au sein de l'OTAN ».

Parallèlement, au cours de l'année 2025, plusieurs responsables européens, parmi lesquels le président français, ainsi que les chefs de gouvernement allemand et britannique, ont entrepris de se rapprocher de la Turquie. Des contacts politiques au plus haut niveau ont évoqué la perspective d'une relance de la coopération militaire entre la Turquie et la France après plusieurs années de crises et de tensions. Lors d'un entretien téléphonique entre les présidents Macron et Erdoğan le 7 février 2025, le chef de l'État turc soulignait notamment le potentiel commun des deux pays pour [développer la coopération dans de nombreux domaines, en particulier dans l'industrie de défense](#).

De même, l'Allemagne a changé de posture à l'égard de la Turquie sur les questions de défense et de sécurité. Depuis son arrivée au pouvoir en Allemagne au printemps 2025, le chancelier Friedrich Merz a déclaré vouloir redéfinir les rapports de son pays avec la Turquie en privilégiant une nouvelle approche plus pragmatique. Lors d'une conférence de presse en mai 2025, rappelant le fait que la Turquie « protège une zone du territoire de l'OTAN dont l'importance stratégique ne saurait être sous-estimée », le chancelier allemand a insisté sur l'importance de la Turquie comme [« partenaire extrêmement précieux et important au sein de l'OTAN »](#) et a souligné qu'il ferait « tout ce qui était en son pouvoir pour renforcer ce partenariat ».

Plus précisément, l'Allemagne a marqué une rupture dans sa position sur la question de l'exportation d'armements à la Turquie. En juillet 2025, décision fut prise de [lever son veto](#) sur la vente des Eurofighter à la Turquie après deux années de blocage et quelques revirements (l'autorisation des livraisons à l'automne 2024 ayant été à nouveau [suspendue après l'arrestation du maire d'Istanbul](#) en mars 2025). Lors d'une conférence de presse avec le président Erdoğan à Ankara, le 30 octobre 2025, le chancelier Merz a déclaré que les Eurofighter « serviront la sécurité collective de l'Alliance » et a appelé à soutenir une [coopération « plus étroite dans le domaine des politiques de sécurité »](#) avec la Turquie.

En écho aux positions défendues par le président Erdoğan, le chancelier allemand a aussi évoqué, durant la conférence de presse à Ankara sur la coopération sécuritaire bilatérale, les négociations d'adhésion de la Turquie avec l'UE sur le fondement des critères de Copenhague, en souhaitant [« voir la Turquie dans l'Union européenne »](#), même si aucune initiative concrète n'a pour l'instant été lancée dans cette perspective.

À l'instar du chancelier Merz, le Premier ministre britannique Keir Starmer promet aussi la Turquie comme un nouveau partenaire militaire privilégié de l'Europe, dont le rôle est jugé indispensable afin de défendre le flanc sud-est de l'Europe et de contenir les crises régionales. [En signant, le 27 octobre 2025 à Ankara, un accord de vente de 20 Eurofighter pour un montant de 9 milliards d'euros](#) destinés à moderniser la composante aéroportée de l'armée turque, le chef du gouvernement britannique a salué un « jour historique » pour les deux pays.

Pour le ministre britannique de la Défense, John Healey, qui accompagnait le Premier ministre Starmer à Ankara, l'accord turco-britannique constituait l'« élément clé du partenariat industriel et de défense croissant » entre les deux pays. Rappelant l'importance de la Turquie comme alliée de l'OTAN et gardienne des détroits qui donnent accès à la mer Noire, il a souligné le caractère stratégique de l'accord pour [« renforcer la dissuasion de l'OTAN »](#) et contribuer à la sécurité de tous ».

Enfin, le soutien de l'Allemagne et du Royaume-Uni sera décisif pour la participation de la Turquie au [programme européen de fonds communs d'armement \(Security Action for Europe, SAFE\)](#), doté de 150 milliards d'euros et destiné à faciliter les achats en commun d'armements par les États membres et associés de l'UE. La [volonté des autorités turques de rejoindre ce programme](#) a

été rappelée par le ministre turc des Affaires étrangères lors d'un déplacement en Finlande début novembre 2025, mettant ainsi en avant le rôle décisif joué par la Turquie dans la sécurité de l'UE. En 2025, certains États membres de l'UE ont soutenu l'ouverture du programme SAFE à la Turquie, en particulier l'Allemagne (comme l'a [rappelé le ministre allemand des Affaires étrangères, Johann Wadephul](#), en novembre 2025), rejoignant la position défendue en septembre 2025 par le secrétaire général de l'OTAN en faveur d'un [engagement plus étroit entre la Turquie et l'UE](#), y compris dans le cadre du programme SAFE. Plus largement, si de nombreux États membres de l'UE s'avèrent favorables à une coopération militaire plus étroite avec la Turquie, [la Grèce et la République de Chypre demeurent les États les plus fortement opposés à une participation de la Turquie au programme SAFE](#).

La Turquie : alliée ou compétiteur stratégique ?

Malgré ce rapprochement entre la Turquie et certains pays européens dans le domaine de la défense, plusieurs inconnues demeurent à ce jour. Dans quelle mesure la Turquie souhaitera-t-elle s'investir davantage dans la Coalition des volontaires ? En cas de cessez-le-feu, acceptera-t-elle de participer à l'envoi de troupes au sein d'une force de réassurance européenne sur le territoire ukrainien, alors même que ses [liens avec la Russie demeurent étroits](#) dans de nombreux domaines ? En effet, malgré son soutien à l'Ukraine depuis le début du conflit en 2022, la Turquie a [refusé d'appliquer les sanctions occidentales contre la Russie](#), tout en maintenant des échanges économiques, commerciaux et énergétiques étroits avec cette dernière. Enfin, dans l'hypothèse d'un désengagement voire d'un retrait des États-Unis de l'OTAN en Europe, qui pourrait entraîner une « européanisation » de l'Alliance, la Turquie serait-elle en mesure de devenir à terme l'un des piliers européens de l'OTAN ?

Ces interrogations, qui devront être débattues au niveau européen, pourraient conduire la France à devoir arbitrer entre sa défiance à l'égard du partenaire turc, nourrie par de multiples tensions et crises au cours de la dernière décennie, et les nécessités d'une intégration plus forte de la Turquie dans les organisations sécuritaires européennes. Dans les milieux politiques et sécuritaires français, la [perception de la Turquie comme nouvel compétiteur stratégique](#) dans le domaine de la défense s'est en effet diffusée au cours des dernières années pour plusieurs raisons. Le dynamisme de l'industrie de défense turque, dont témoignent les exportations de ses drones Bayraktar dans plusieurs centaines de pays, a pu représenter une concurrence nouvelle pour la France dans le domaine des marchés d'armement. De même, l'influence jugée croissante de la Turquie en Afrique, où les autorités turques ont [déployé un smart power hybride – combinant aide humanitaire, diplomatie religieuse, coopération sécuritaire et présence militaire renforcée –](#), a pu conduire la Turquie à entrer en rivalité avec la France dans l'une de ses zones traditionnelles d'influence, même si cette dernière apparaît en fort déclin au cours des dernières années.

Cette vision de la Turquie comme compétiteur stratégique émergent devra probablement être reléguée au second plan pour favoriser la recherche de positions convergentes avec le partenaire turc. L'évolution du contexte régional est également susceptible de jouer un rôle dans la recomposition des rapports de force et des alliances en Europe. [La volonté de la France de se projeter à nouveau au Moyen-Orient](#), en particulier en Syrie après la chute du régime de Bachar el-Assad en décembre 2024, pourrait l'inciter à rechercher de nouvelles formes de coopération avec une puissance régionale – la Turquie –, devenue incontournable sur le dossier syrien.

*

* *

L'Europe face à un dilemme : sécurité ou liberté ?

En conséquence, les conditions d'un engagement de la Turquie dans la défense européenne ne sont pas encore définies avec précision aujourd'hui. Cependant, la nouvelle dynamique européenne pourrait faciliter la concrétisation des souhaits du président français, réitérés à plusieurs reprises à son homologue turc au cours des derniers mois, d'associer la Turquie au débat sur la construction de l'Europe de la défense.

Plus largement, le nouvel environnement géopolitique et sécuritaire auquel est confrontée l'Europe pourrait représenter une opportunité sans précédent de favoriser un rapprochement entre l'Europe et la Turquie dans le domaine de la défense, mais aussi potentiellement dans de nombreux autres domaines politiques et économiques, même si une adhésion de la Turquie à l'UE apparaît peu réaliste à terme, comme l'ont rappelé les récents [rapports du Parlement européen](#) en mai 2025 et de la [Commission européenne](#) en novembre 2025.

L'autoritarisme politique de plus en plus répressif de la Turquie place une nouvelle fois [les Européens face à un dilemme](#), entre, d'un côté, condamner les dérives autoritaires du régime turc et, de l'autre, coopérer avec ce dernier afin d'intégrer la Turquie dans l'Europe de la défense en formation. Si les pays européens décidaient de privilégier la seconde option, comme semblent

l'indiquer les positions formulées en 2025, le conflit en Ukraine ainsi que l'évolution de la politique étrangère des États-Unis sous l'administration Trump pourraient ainsi contribuer paradoxalement au développement parallèle et au renforcement mutuel de deux autonomies stratégiques émergentes, l'une incarnée par l'Europe et l'autre par la Turquie.

Crédits photo : [IC](#)

• — •• — — • •• — • — • ••

Nicolas Monceau

Nicolas Monceau ([@NicolasMonceau1](#)) est maître de conférences HDR en science politique à l'université de Bordeaux, directeur du master « Sécurité globale et Analyste politique » et du double master « Sécurité globale et Analyste politique international » (en partenariat avec l'Université Galatasaray). Il est également chercheur à l'Institut de recherches Montesquieu (IRM).

Comment citer cette publication

Nicolas Monceau, « La Turquie d'Erdoğan : de compétiteur stratégique à partenaire incontournable de l'Europe de la défense », *Le Rubicon*, vol. 6, 21 janvier 2026
[<https://lerubicon.org/la-turquie-derdogan-de-competeur-strategique-a-partenaire-incontournable-de-leurope-de-la-defense/>].